

D. Y a-t-il eu une hausse dans la préférence que la Grande-Bretagne nous accordait? — R. Vous voulez dire: A-t-on haussé ou diminué le tarif?

D. L'a-t-on haussé? — R. Non, parce que nous étions liés réciproquement.

D. Jusqu'ici y a-t-il eu une hausse? — R. Non. Nous avons un avantage dans ce sens que la plupart de nos produits entraient au Royaume-Uni en franchise, tandis que tous les produits britanniques n'étaient pas exonérés de droits à leur entrée chez-nous.

Il y eut un échange de notes. A Genève, puis à Annecy et plus tard à Torquay, nous avons négocié des accords d'après les nouvelles conditions, sans qu'il y ait eu, que je sache, le moindre ressentiment et, je l'espère bien, à notre avantage réciproque. Nous sommes encore liés par une convention avec l'Afrique du sud et l'Australie. Cette convention porte sur un grand nombre d'articles de notre tarif—certaines matières premières, des denrées alimentaires, des fruits et surtout le sucre—relativement auxquels nous n'avons pas le droit de réduire le tarif en faveur d'un autre pays, quel que soit l'avantage qui puisse nous être accordé en échange. Autrement dit, pour un grand nombre d'articles nous ne pouvons pas abaisser notre tarif de la nation la plus favorisée sans le consentement formel de l'Australie et de l'Afrique du sud.

*Le Président:*

D. Avant de passer à un autre sujet, voulez-vous nous dire, monsieur McKinnon, ce que représentent en chiffres ronds nos exportations dans ces pays? — R. Vous voulez dire en dollars?

D. Oui. — R. M. Isbister pourrait se procurer plus facilement que moi les chiffres pour chacun de ces deux pays. Nous permettez-vous, monsieur le président, de les chercher un peu plus tard?

D. Oh! certainement. Je regrette de vous avoir interrompu. — R. A Torquay, à plusieurs reprises, l'Australie et l'Afrique du sud et plus rarement la Nouvelle-Zélande nous ont demandé si nous nous opposerions à ce qu'elles diminuent quelque peu la préférence dont nous jouissions sur leur marché, pour leur permettre de conclure un accord avec les États-Unis ou quelque autre pays. Jamais nous n'avons refusé. Plusieurs fois nous avons dit que cette préférence nous avait été utile et que nous l'apprécions non seulement pour des raisons sentimentales, mais aussi au point de vue commercial; néanmoins, que si le fait de l'abandonner en tout ou en partie devait les aider à obtenir une concession d'un autre pays qui leur permette d'accroître leur commerce dans les deux sens, nous étions disposés à accepter une diminution de notre marge ou même sa suppression entière. Si M. Fulton était ici, il penserait aussitôt aux pommes pour lesquelles nous avons abandonné la préférence à Genève en 1947. A titre de négociateurs, nous aurions été enchantés de procéder par échange de notes avec l'Australie et l'Afrique du sud comme nous l'avons fait avec le Royaume-Uni et je suis certain que si nous avions pu nous arranger de cette façon, nous aurions probablement réussi à conclure tous de meilleurs accords à Torquay.

M. William F. Carroll prend la présidence.

M. Low: Pourquoi n'avez-vous pas pu conclure d'accord avec l'Afrique du sud?

Le TÉMOIN: Eh bien, en fin de compte, chacun des pays en question a courtoisement mais fermement refusé de nous accorder la liberté que nous sollicitons. Il faut se rappeler qu'au moment de ces refus finals à Torquay, l'Australie et l'Afrique du sud et même la Nouvelle-Zélande en étaient venus à la conclusion qu'il ne leur serait pas possible de conclure un accord avec les États-Unis. Je ne veux pas dire qu'elles faisaient le chien du jardinier, mais, sachant qu'elles